



CHAPITRE 70

CHAPTER 70

Loi modifiant la charte de la cité de
Montréal

An Act to amend the charter of the city
of Montreal

[Sanctionnée le 24 avril 1963]

[Assented to 24th April 1963]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est de son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 102, telle qu'elle a été modifiée jusqu'ici, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1959-60,
c. 102, a.
14, remp.

1. L'article 14 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 102, est remplacé par le suivant:

Contenu
du règle-
ment
d'an-
nexion.

"14. Tout règlement de cette nature doit

a) contenir une désignation complète du territoire à annexer et être accompagné d'un plan qui en indique la superficie et les limites;

b) énoncer les conditions de l'annexion;

c) statuer sur la constitution de ce territoire en un ou plusieurs quartiers ou son annexion, totale ou partielle, à un ou plusieurs quartiers déjà existants de la cité."

1959-60,
c. 102, a.
15, remp.

2. L'article 15 de ladite loi est remplacé par le suivant:

WHEREAS the city of Montreal has, by its petition, represented that it is in its interest and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 8-9 Elizabeth II, chapter 102, as amended, be further amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Pre-
amble.

1. Article 14 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 102, is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
14, re-
placed.

"14. Every such by-law shall

a. contain a full description of the territory to be annexed and be accompanied by a plan showing the superficies and boundaries thereof;

b. state the conditions of such annexation;

c. provide for the constitution of such territory as one or more wards or its annexation in whole or in part to one or more existing wards of the city."

Contents
of annexa-
tion by-
law.

2. Article 15 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
15, re-
placed.

Approba-
tion de
règlement.

"15. Après son adoption par le conseil de la cité, ce règlement doit être approuvé par le conseil de la municipalité où se trouve le territoire dont l'annexion est proposée et par les électeurs propriétaires de ce territoire ou, selon le cas, à la fois par les électeurs de cette municipalité et par les électeurs propriétaires de ce territoire, en la manière prescrite dans les dispositions qui suivent."

"15. After approval by the city council, such by-law must be approved by the council of the municipality in which the territory which it is proposed to annex is situated in whole or in part and by the electors who are proprietors of such territory, or both by the electors of such municipality and by the electors who are proprietors in such territory, as the case may be, in the manner prescribed in the following provisions."

Approval
of by-law.

1959-60,
c. 102, a.
16, remp.

3. L'article 16 de ladite loi est remplacé par le suivant:

3. Article 16 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
16, re-
placed.

Désaveu,
etc., par
municipi-
palité.

"16. Si le conseil de la municipalité intéressée désapprouve le règlement ou refuse ou néglige d'en décider dans les trente jours de la transmission qui lui en est faite d'une copie conforme, il y a lieu à l'application des dispositions de l'article 23 de la Loi de la Commission municipale de Québec."

"16. If the council of the municipality concerned disapproves the by-law or refuses or fails to decide thereon within thirty days of the transmission to it of a true copy, the provisions of section 23 of the Quebec Municipal Commission Act shall apply."

Disap-
proval,
etc., by
municipal
council.

1959-60,
c. 102, a.
17, remp.

4. L'article 17 de ladite loi est remplacé par le suivant:

4. Article 17 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
17, re-
placed.

Referen-
dum.

"17. Si le conseil de la municipalité intéressée approuve le règlement dans les délais prévus à l'article 16, ce règlement doit dans les six mois être soumis aux électeurs propriétaires du territoire dont l'annexion est proposée, en la manière prescrite dans les dispositions qui suivent."

"17. If the council of the municipality concerned approves the by-law within the delays prescribed in article 16, such by-law shall be submitted within six months to the electors who are proprietors in the territory which it is proposed to annex, in the manner prescribed in the following provisions."

Referen-
dum.

1959-60,
c. 102, a.
18, remp.

5. L'article 18 de ladite loi est remplacé par le suivant:

5. Article 18 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
18, re-
placed.

Publica-
tion.

"18. Le règlement d'annexion doit être publié par la cité sous le titre: "Règlement d'annexion" deux fois, à une semaine d'intervalle, dans deux quotidiens de langue française et deux quotidiens de langue anglaise publiés à Montréal."

"18. The annexation by-law shall be published by the city under the caption: "Annexation By-law", twice with an interval of one week, in two English-language daily newspapers and two French-language daily newspapers published in Montreal."

Publica-
tion.

1959-60,
c. 102, a.
19, remp.

6. L'article 19 de ladite loi est remplacé par le suivant:

6. Article 19 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
19, re-
placed.

Avis.

"19. Cette publication doit être accompagnée d'un avis du greffier de la cité annonçant qu'une assemblée générale des électeurs-propriétaires du territoire dont l'annexion est proposée aura lieu

"19. Such publication shall be accompanied by a notice by the city clerk announcing that a general meeting of the electors who are proprietors in the territory which it is proposed to annex will be

Notice.

afin de prendre ce règlement en considération et de l'approuver ou de le rejeter, et indiquant le jour, l'heure et le lieu de cette assemblée fixés par le maire de la cité.

Assemblée. Celui-ci doit fixer l'endroit de l'assemblée dans la municipalité intéressée et la date entre le vingtième et le vingt-cinquième jour après la dernière publication."

1959-60, c. 102, a. 20, remp. **7.** L'article 20 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Assemblée publique. **"20.** L'assemblée publique des électeurs propriétaires d'immeubles imposables doit être tenue au lieu, au jour et à l'heure fixés par le maire de la cité.

Présidence, etc. Cette assemblée doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir. Elle est présidée par le secrétaire-trésorier ou greffier de la municipalité intéressée.

Demande de scrutin. Celui-ci lit le règlement et le soumet aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, avant qu'il se soit écoulé deux heures depuis l'ouverture de l'assemblée, cent électeurs présents et habiles à voter demandent un scrutin, le président doit fixer le jour du scrutin à une date appropriée dans les trente jours suivants.

Idem. Si le nombre des électeurs intéressés est inférieur à quatre cents, le scrutin peut être demandé par le quart d'entre eux.

Scrutin. Le scrutin a lieu en la manière prévue aux articles 399 à 410 de la Loi des cités et villes, sauf que le vote est pris à la majorité en nombre seulement et que le président du scrutin est nommé par le ministre des affaires municipales.

Approbation présumée. Si les électeurs présents à l'assemblée ne demandent pas un scrutin, le règlement est réputé avoir été approuvé."

1959-60, c. 102, aa. 21 à 24, ab. **8.** Les articles 21, 22, 23 et 24 de ladite loi sont abrogés.

Id., a. 25, remp. **9.** L'article 25 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Procès-verbal. **"25.** Si le règlement est approuvé par les électeurs propriétaires, le secré-

held to consider such by-law and approve or reject it, and indicating the day, the time and place fixed by the mayor of the city for such meeting.

The mayor shall fix for the meeting a Meeting. place in the municipality concerned and a date between the twentieth and the twenty-fifth day following the last publication."

7. Article 20 of the said act is replaced by the following: 1959-60, c. 102, a. 20, replaced.

"20. The public meeting of electors who are proprietors of taxable immovables shall be held on the day and at the place and time fixed by the mayor of the city. Public meeting.

Such meeting shall be held between seven o'clock and ten o'clock in the evening. It shall be presided over by the secretary-treasurer or clerk of the municipality concerned. Chairman, etc.

He shall read the by-law and submit it to the electors present and qualified to vote on such by-law. If, before two hours have elapsed after the opening of the meeting, one hundred electors present and qualified to vote demand a poll, the chairman shall fix for the voting a suitable date within the ensuing thirty-days. Demand of poll.

If the electors concerned are fewer than four hundred in number, a poll may be demanded by one-fourth of them. Idem.

The poll shall be held in the manner provided in sections 399 to 410 of the Cities and Towns Act, except that the decision shall be by the majority in number only and the returning-officer shall be appointed by the Minister of Municipal Affairs. Holding of poll.

If the electors present at the meeting do not demand a poll, the by-law shall be deemed to have been approved. Approval presumed.

8. Articles 21, 22, 23 and 24 of the said act are repealed. 1959-60, c. 102, aa. 21 to 24, repealed.

9. Article 25 of the said act is replaced by the following: Id., a. 25, replaced.

"25. If the by-law is approved by the electors who are proprietors, the secretary-

taire-trésorier ou greffier de la municipalité intéressée ou le président du scrutin, suivant le cas, dresse procès-verbal et avise le greffier de la cité et le conseil de la municipalité intéressée dans les dix jours de cette approbation.

Envoi au lt.-gouv. en conseil. Dans les dix jours, le greffier de la cité soumet le procès-verbal et le règlement au lieutenant-gouverneur en conseil."

1959-60, c. 102, a. 26, remp. **10.** L'article 26 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Docu-ments, etc. exi-gibles. **"26.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut exiger du conseil de la cité et de la municipalité intéressée tous les documents et renseignements qu'il juge nécessaires.

Approba-tion. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut approuver le règlement avec les modifications qu'il juge appropriées quant aux conditions de l'annexion.

Condi-tions d'an-nexion. Les conditions de l'annexion prévues au règlement ou celles déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil ont leur effet nonobstant toutes dispositions législatives inconciliables régissant la cité.

Avis, etc. Le ministre des affaires municipales donne un avis, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, que tel règlement a été approuvé, et ce règlement entre en vigueur à compter de la date de la publication de cet avis. Cet avis contient une désignation précise du territoire annexé."

1959-60, c. 102, a. 28, remp. **11.** L'article 28 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Règle-ments, etc. con-tinués. **"28.** Les règlements, résolutions et ordonnances, les rôles et procès-verbaux qui régissaient le territoire avant son annexion à la cité et les contrats passés par l'ancienne municipalité continuent d'être en vigueur; la cité possède à leur égard les mêmes pouvoirs et est assujettie aux mêmes obligations que le conseil de la municipalité."

1959-60, c. 102, a. 76, mod. **12.** L'article 76 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 102, modifié par l'article 10 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, et par l'article 6 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est de nouveau modifié en ajoutant entre le troisième et quatrième alinéa, le suivant:

treasurer or clerk of the municipality concerned or the returning-officer, as the case may be, shall draw up a return and advise the city clerk and the council of the municipality concerned within ten days after such approval.

Within ten days, the city clerk shall submit the return and the by-law to the Lieutenant-Governor in Council."

Submis-sion to Lt.-G. in C.

10. Article 26 of the said act is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 26, re-placed.

"26. The Lieutenant-Governor in Council may require of the city council and of the municipality concerned such documents and information as he deems necessary.

Docu-ments, etc.

The Lieutenant-Governor in Council may approve the by-law with such amendments as he considers expedient as to the conditions of annexation.

Approval.

The conditions of annexation provided in the by-law or determined by the Lieutenant-Governor in Council shall have effect notwithstanding any inconsistent legislative provisions governing the city.

Condi-tions of annexa-tion.

The Minister of Municipal Affairs shall give notice, published in the *Quebec Official Gazette*, that such by-law has been approved, and the by-law shall come into force from the date of publication of such notice. The notice shall contain an exact description of the annexed territory."

Notice, etc.

11. Article 28 of the said act is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 28, re-placed.

"28. The by-laws, resolutions, ordinances, rolls and minutes which governed the territory before its annexation to the city and the contracts made by the former municipality shall continue to be in force; the city has the same powers as regards them and is subject to the same obligations as the council of the municipality."

By-laws, etc. con-tinued in force.

12. Article 76 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 102, amended by section 10 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, and by section 6 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is again amended by adding, between the third and fourth paragraphs, the following paragraph:

1959-60, c. 102, a. 76, am.

Indem-
nité non
affectée.

"Lorsqu'en vertu d'une disposition de la loi ou d'un règlement un conseiller présent à une séance ne peut voter, il ne perd pas le droit à son indemnité."

"When a provision of law or of a by-law prevents a councillor present at a sitting from voting, he shall not lose the right to his indemnity."

Indem-
nity not
affected.

1959-60,
c. 102, a.
77, remp.

13. L'article 77 de ladite loi est remplacé par le suivant:

13. Article 77 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
77, re-
placed.

Pensions.

"77. A toute personne qui a été membre du conseil pendant au moins quinze ans, avec ou sans interruption, la cité doit payer une pension annuelle de quinze cents dollars, sa vie durant, à compter du premier jour du mois suivant celui au cours duquel il a cessé de remplir sa charge.

"77. To each person who has been a member of the council for at least fifteen years, with or without any interruption, the city must pay an annual pension of fifteen hundred dollars, during his lifetime, to begin on the first of the month following the day when he has ceased to fill that office.

Pensions.

Mode de
paiement.

Cette pension est payable d'avance, par versements mensuels et égaux, le premier de chaque mois. Elle est incessible et insaisissable.

Such pension is payable in advance, in equal monthly instalments, on the first of each month. It is unassignable and unseizable.

Mode of
payment.

Interrup-
tion de
paiement.

Le paiement en est interrompu pendant toute période où, le cas échéant, le bénéficiaire

The payment thereof is interrupted during every period of time when, should the case arise, the beneficiary

Interrup-
tion of
payment.

a) remplit de nouveau la charge de membre du conseil;

a. fills again the office of member of the council;

b) occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi quelconque comportant une rémunération payable par la cité ou La Corporation de Montréal Métropolitain;

b. holds, temporarily or permanently, an office, function or employment to which is attached a remuneration payable by the city or by The Montreal Metropolitan Corporation;

c) retire la pension prévue à l'article 66 ou 85.

c. draws the pension provided for in article 66 or 85.

Applica-
tion.

Les dispositions précédentes du présent article sont aussi applicables à toute personne qui était membre du conseil le premier janvier 1959 et qui a cessé de l'être depuis cette date. Dans ce cas, la pension commence à courir à compter du premier avril 1963."

The preceding provisions of this article are also applicable to any person who was a member of the council on the first of January 1959 and who has ceased to be so since that date. In such case, the pension shall accrue from the first of April 1963."

Applica-
tion.

1959-60,
c. 102, a.
102, remp.

14. L'article 102 de ladite loi est remplacé par le suivant:

14. Article 102 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
102, re-
placed.

Respon-
sabilité du
comité.

"102. Sous réserve des droits du conseil quant aux matières qui sont de sa juridiction, le comité exécutif est responsable de l'administration des affaires de la cité. Il veille à ce que la loi, les règlements et les contrats soient observés et exécutés.

"102. Subject to the rights of the council with respect to matters within its jurisdiction, the executive committee shall be responsible for the management of the affairs of the city. It shall see that the law, by-laws and contracts are observed and carried out.

Respon-
sibility for
city man-
agement.

Mesures
autorisées.

A ces fins, il peut de sa propre initiative, prendre toutes les mesures qu'il juge utiles et transmettre aux directeurs de services les instructions appropriées. Par son président, le comité exécutif peut requérir

For such purposes, it may of its own motion take all such steps as it deems expedient and give appropriate instructions to the directors of departments. The executive committee, through its

Dealings
with de-
part-
ments,
etc.

directement de tout fonctionnaire ou employé municipal tous les renseignements dont il a besoin."

chairman, may require directly of any municipal officer or employee any information that it needs."

1959-60,
c. 102, a.
106, mod.

15. L'article 106 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe *o* par le suivant:

"*o*) suspendre l'émission des permis de construction, de réparation, d'agrandissement ou d'occupation de bâtiments situés dans un secteur qui fait l'objet d'un projet de règlement de zonage, d'un projet d'amendement à un règlement de zonage, ou d'un projet de règlement de la construction. La durée de la suspension ne doit pas excéder la période comprise entre la date de l'approbation de ce projet par le comité exécutif et la date de la décision du conseil par laquelle celui-ci approuve ou repousse le projet. Cette période ne doit en aucun cas dépasser 120 jours.

Cependant si un permis de construire a été accordé en vue d'une occupation déterminée, l'émission du permis pour cette occupation ne peut pas être suspendue par une résolution du comité exécutif adoptée en vertu de l'alinéa précédent."

15. Article 106 of the said act is amended by replacing paragraph *o* by the following:

"*o.* suspend the issue of the permits for the building, repair, enlargement or occupancy of buildings located in a sector which is the object of a draft zoning by-law, a draft amendment to a zoning by-law or a draft building by-law. The duration of the suspension shall not exceed the period between the date of the approval of such draft by the executive committee and the date of the decision of the council approving or rejecting it. Such period shall not exceed in any case 120 days.

However, if a building permit has been issued for the purpose of a specified occupancy, the issuance of the occupancy permit cannot be suspended by a resolution of the executive committee under the preceding paragraph."

Id., a. 116,
mod.

16. L'article 116 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Ajournements.

"**116.** Lorsqu'à une assemblée spéciale ou régulière les affaires soumises n'ont pu être entièrement expédiées la première journée, le conseil doit s'ajourner au jour juridique suivant et ainsi de jour en jour, jusqu'à ce qu'il ait décidé les questions inscrites à l'ordre du jour."

16. Article 116 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

"**116.** Whenever, at a special or regular meeting, the business submitted could not be entirely disposed of on the first day, the council must adjourn to the following juridical day and then from day to day, until the items on the agenda have been decided."

1959-60,
c. 102, a.
125a, aj.

17. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 125 le suivant:

Vote obligatoire.

"**125a.** Tout conseiller présent est tenu de voter.

Exception.

Cependant aucun conseiller n'a le droit de voter sur une question dans laquelle il a un intérêt pécuniaire et direct, excepté si cette question est d'intérêt général.

Contestation.

Le conseil, en cas de contestation, décide si le membre a un intérêt personnel dans la question et ce membre n'a pas le

17. The said act is amended by adding after article 125 the following:

"**125a.** A councillor who is present is bound to vote.

However no councillor shall be entitled to vote upon a question in which he has a direct pecuniary interest, unless the question is one of general interest.

In case of contestation, the council shall decide whether the member has a personal interest in the question and such

Duty to vote.

Pecuniary interest.

Contestation.

droit de voter sur la question de savoir s'il est intéressé."

member cannot vote on the question of whether he is interested or not."

1959-60,
c. 102, a.
168, remp.

18. L'article 168 de ladite loi est remplacé par le suivant:

18. Article 168 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
168, re-
placed.

Normes
de va-
leurs.

"**168.** Les normes de valeurs que l'estimateur a adoptées conformément à la loi pour l'évaluation des immeubles lorsqu'il a dressé le rôle d'évaluation doivent servir par la suite jusqu'au dépôt d'un nouveau rôle pour toute entrée à ce rôle."

"**168.** The standards of value which the assessor has adopted according to law for the valuation of the immoveables when he drew up the valuation roll shall be used afterwards, until the deposit of a new roll, for any entry made on such roll."

Standards
of value.

1959-60,
c. 102, a.
522, mod.

19. L'article 522 de ladite loi, modifié par l'article 27 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97 et par l'article 54 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 1° par le suivant:

19. Article 522 of the said act, amended by section 27 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97 and by section 54 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is again amended by replacing paragraph 1 by the following:

1959-60,
c. 102, a.
522, am.

Largeur
des rues,
etc.

"1° *a* Fixer la largeur des rues; *b* fixer et modifier le niveau de la chaussée ou du trottoir dans les rues; *c* participer ou contribuer au parachèvement et au prolongement des rues ou voies publiques dans les municipalités environnantes; *d* adopter les mesures que le conseil estime nécessaires pour protéger les rues, squares, ponts et égouts de la cité contre tout empiètement ou dommage; *e* fermer l'une quelconque des rues, ruelles ou places publiques de la cité ou en interdire l'usage temporairement ou définitivement;"

"1 *a.* Regulate the width of streets; *b.* set and alter the level of the roadway or sidewalk in the streets; *c.* participate in or contribute to the completion and the extension of streets or public roadways in adjoining municipalities; *d.* adopt such measures as the council deems necessary for the protection of streets, squares, bridges and drains of the city from any encroachment or damage; *e.* close or forbid the use of any of the streets, lanes or public places of the city, temporarily or permanently;"

Width of
streets,
etc.

1959-60,
c. 102, a.
524, mod.

20. L'article 524 de ladite loi, modifié par l'article 55 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est de nouveau modifié:

20. Article 524 of the said act, amended by section 55 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is again amended:

1959-60,
c. 102, a.
524, am.

a) en remplaçant le paragraphe 6° par le suivant:

a. by replacing paragraph 6 by the following:

Subdivi-
sions en
lots.

"6° Réglementer les subdivisions en lots et en rues de tous terrains situés dans la cité et exiger un honoraire dont il fixe le montant pour l'examen de chaque plan de subdivision ou de resubdivision par le comité exécutif et les divers services de la cité; prohiber de telles subdivisions, lorsque la cité ne juge pas suffisante la largeur ou la profondeur de ces lots ou lorsque ces rues ne concordent pas avec le plan général de la cité; obliger les propriétaires de rues ou de ruelles privées à indiquer sur leurs plans qu'elles n'appartiennent pas à la cité;"

"6. Regulate the subdivision into lots and streets of any land situated in the city and require a fee of such amount as it shall fix for the examination of each subdivision plan by the executive committee and the various city departments; prohibit any such subdivision whenever the city considers that the width or depth of such lots in insufficient or whenever such streets do not accord with the general plan of the city; compel the owners of private streets or lanes to indicate on their plans that the same do not belong to the city;"

Subdivi-
sion into
lots.

b) en ajoutant après le paragraphe 16° le suivant:

b. by adding after paragraph 16 the following:

Permis
d'occupa-
tion, etc.

"17° Exiger l'obtention de permis d'occupation, de changement d'occupation, de changement de destination de tout immeuble et fixer le prix à payer pour ces permis ainsi que pour les certificats écrits d'approbation mentionnés au paragraphe 1° du présent article; dans le cas de logement d'habitation le prix exigé ne peut dépasser la somme de dix dollars par logement."

"17. Require the obtaining of permits for occupancy or change of occupancy, change of destination and fix the fees to be paid for such permits and for the written certificates of approval mentioned in paragraph 1 of this article; in the case of a dwelling place the price of the permit shall not exceed ten dollars for each dwelling."

Permits
for occu-
pancy,
etc.

1959-60,
c. 102, a.
610b, aj.

21. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 610a, le suivant:

21. The said act is amended by adding after article 610a, the following:

1959-60,
c. 102, a.
610b, ad.

Cession de
terrains
pour
parcs, etc.

"**610b.** Le conseil peut, par règlement, autoriser le comité exécutif à exiger comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision, qu'il soit prévu ou non des tracés de rues, que le propriétaire cède à la corporation municipale, aux fins d'aménagement de parcs ou de terrains de jeux, une portion de terrain n'excédant pas cinq pour cent du terrain compris dans le plan et situé à un lieu qui, de l'avis du comité exécutif, convient à l'établissement de parcs ou de terrains de jeux. Le comité exécutif peut être autorisé par ce règlement à exiger du propriétaire, au lieu de la cession d'une seule portion de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas cinq pour cent de la valeur mentionnée au rôle d'évaluation du terrain compris dans le plan. Le produit de ce paiement doit être affecté à un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat de terrains destinés aux fins d'établissement ou d'aménagement de parcs et de terrains de jeux. La cité ne peut faire servir qu'à l'aménagement de parcs et de terrains de jeux les terrains à elle cédés en vertu du présent article."

"**610b.** The council, by by-law, may authorize the executive committee to require, as a condition precedent to the approval of a subdivision plan, whether or not provision is made for street layouts, that the owner cede to the municipal corporation, for the purpose of establishing parks or playgrounds, a portion of land not exceeding five per cent of the land comprised in the plan and situated at a place which, in the opinion of the executive committee, is suitable for the establishment of parks or playgrounds. The executive committee may be authorized by such by-law to exact from the owner, instead of the cession of a single portion of land, the payment of a sum not exceeding five per cent of the value mentioned in the valuation roll of the land comprised in the plan. The proceeds of such payment must be earmarked for a special fund which may be used only for the purchase of land intended for the establishing or equipping of parks and playgrounds. The city cannot use the lands ceded to it under this article except for the establishing of parks and playgrounds."

Cession of
land for
parks, etc.

1959-60,
c. 102, a.
653, mod.

22. L'article 653 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

22. Article 653 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

1959-60,
c. 102, a.
653, am.

Calcul.

"**653.** Pour les fins du paragraphe a de l'article 652, le directeur des finances calcule le revenu probable de la taxe foncière en prenant pour bases le taux de l'exercice en cours et l'évaluation fixée pour le prochain exercice; il y ajoute le montant des taxes d'eau et d'affaires probable calculé en utilisant le taux de l'exer-

"**653.** For the purposes of paragraph a of article 652, the director of finance shall calculate the probable revenue of the real estate tax on the basis of the rate for the current fiscal year and the valuation fixed for the next fiscal year; he shall add thereto the probable amount of the water-rates and business taxes calculated by using the

Calcula-
tion.

cice en cours et la valeur locative probable de l'exercice suivant, laquelle valeur lui est fournie par l'estimateur. Dans le cas de changement de taux lors de l'adoption du budget ou auparavant le directeur des finances majeure ou réduit en conséquence le montant obtenu par ces calculs."

rate for the current fiscal year and the probable rental value for the next fiscal year, such value to be provided by the assessor. In the case of a change in the rate at or before the time of the adoption of the budget, the director of finance shall increase or decrease accordingly the amount obtained by such calculations."

1959-60, c. 102, a. 675, remp.
23. L'article 675 de ladite loi, modifié par l'article 39 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est remplacé par le suivant:

23. Article 675 of the said act, amended by section 39 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is replaced by the following:

Budget, etc., en vigueur automatiquement.
"675. Si le conseil n'adopte pas avant le 16 avril de chaque année le budget, les règlements et les résolutions mentionnés à l'article 670, ceux-ci deviennent automatiquement en vigueur à partir de cette date.

"675. If the council does not adopt before the 16th of April of each year the budget, the by-laws and the resolutions mentioned in article 670, they shall come into force automatically as from that date.

Délai prolongé.
Cependant le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à la demande du conseil de la cité, prolonger d'au plus trente jours, aux conditions qu'il détermine, le délai prévu par l'article 670 pour le dépôt des documents y mentionnés.

However, the Lieutenant-Governor in Council may, at the request of the council of the city, extend by not more than thirty days, on such conditions as he determines, the delay provided for in article 670 for the deposit of the documents therein mentioned.

Budget, etc., en vigueur automatiquement.
Dans ce cas, le budget, les règlements et les résolutions mentionnés à l'article 670 doivent être adoptés avant le premier mai; mais si le conseil ne les adopte pas avant cette date ils deviennent automatiquement en vigueur à partir de cette date.

In such case, the budget, the by-laws and the resolutions mentioned in article 670 must be adopted before the 1st of May; but if the council does not adopt them before that date they shall automatically come into force as from that date.

Procédure.
Tout ce qui doit être fait en relation avec ce budget devra l'être en tenant compte de ce changement de dates.

Everything that must be done with respect to such budget shall be done taking into account such change of dates.

Publication.
Tout arrêté en conseil adopté en vertu de cet article doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*."

Every order in council made under this article must be published in the *Quebec Official Gazette*."

1959-60, c. 102, a. 794, mod.
24. L'article 794 de ladite loi, modifié par l'article 67 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est de nouveau modifié en retranchant les deux derniers alinéas.

24. Article 794 of the said act, amended by section 67 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is again amended by repealing the last two paragraphs.

Id., a. 818, mod.
25. L'article 818 de ladite loi, modifié par l'article 45 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, et par l'article 68 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

25. Article 818 of the said act, amended by section 45 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97 and by section 68 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

Rôle d'évaluation.
"818. Pour l'année 1964 et chaque année par la suite, l'estimateur dresse, en double, un rôle d'évaluation pour cha-

"818. For the year 1964 and each year thereafter, the assessor shall draw up, in duplicate, a valuation roll for each

que quartier de la cité. Il doit le compléter, le signer et le déposer le ou avant le premier mars."

1959-60,
c. 102, a.
819, mod.

26. L'article 819 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par les suivants:

Transport
d'immeu-
ble.

"**819.** Au cas de transport d'un immeuble par acte enregistré, entre le dépôt du rôle d'évaluation et le premier mai suivant, l'estimateur biffe de ce rôle le nom de l'ancien propriétaire et y inscrit celui du nouveau; il y fait, s'il y a lieu, les changements requis pour fins de taxes municipales et scolaires.

Transport
partiel,
etc.

Au cas de transport, par acte enregistré, d'une partie d'un immeuble ou de dépôt au bureau d'enregistrement d'un plan de subdivision ou de resubdivision d'un immeuble, pendant cette période, l'estimateur fixe la valeur réelle de chaque partie de ces immeubles, effectue les changements requis au rôle d'évaluation et donne avis aux propriétaires, lesquels ont trente jours pour déposer une plainte contre cette estimation."

1959-60,
c. 102, aa.
820 à 823,
ab.

27. Les articles 820, 821, 822 et 823 de ladite loi sont abrogés.

Id., a.
827, remp.

28. L'article 827 de ladite loi, modifié par l'article 46 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est remplacé par le suivant:

Valeur
fixée par
estima-
teur.

"**827.** L'estimateur fixe la valeur réelle

a) de tout immeuble subdivisé ou resubdivisé suivant un plan déposé au bureau d'enregistrement et de celui dont une partie a changé de propriétaire; il modifie le rôle d'évaluation en conséquence en indiquant la date à laquelle la subdivision ou le transfert a eu lieu;

b) de tout bâtiment dont l'évaluation n'apparaît pas au rôle et de tout bâtiment agrandi, réparé ou modifié, quelle que soit la date de la construction, de l'agrandissement, de la réparation ou de la modification. Il modifie les rôles d'évaluation en conséquence et indique la date à laquelle les travaux ont été ter-

ward of the city. He shall complete, sign and deposit it on or before the first of March."

26. Article 819 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

1959-60,
c. 102, a.
819, am.

"**819.** In the case of the transfer of an immovable by a registered deed, between the deposit of the valuation roll and the first of May following, the assessor shall strike from such roll the name of the former proprietor and enter thereon that of the new one; he shall make thereon, if need be, the changes required for purposes of the municipal and school taxes.

In the case of the transfer, by registered deed, of part of an immovable or of the deposit at the registry office of a plan of subdivision or resubdivision of an immovable, during that period, the assessor shall fix the real value of each part of such immovables, shall make the changes required on the valuation roll and shall give notice to the proprietors who shall have thirty days to file a complaint against such valuation."

Transfers.

Partial
transfers,
etc.

27. Articles 820, 821, 822 and 823 of the said act are repealed.

1959-60,
c. 102, aa.
820-823,
repealed.

28. Article 827 of the said act, amended by section 46 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is replaced by the following:

Id., a.
827, re-
placed.

"**827.** The assessor shall fix the real value

a. of any subdivided or re-subdivided immovable according to a plan deposited at the registry office and of that part of which has changed owner; he shall amend the valuation roll accordingly, indicating the date on which the subdivision or transfer took place;

b. of any building the valuation of which does not appear on the roll and of any enlarged, repaired or altered building, whatever be the date of construction, enlargement, repair or alteration. He shall amend the valuation rolls accordingly and indicate the date on which the works were completed. In all cases where the

Value
fixed by
assessor.

minés. Dans tous les cas où les travaux ne sont pas terminés mais les lieux occupés, en tout ou en partie, il indique la date à laquelle l'occupation a commencé.

Dates
inscrites.

Les dates qui peuvent être inscrites aux rôles ne peuvent pas être antérieures au 1er mai de l'exercice qui précède celui durant lequel l'estimateur les inscrit.

Certificat,
etc.

Il remet au directeur des finances un certificat à cet effet et il en donne avis au dernier contribuable intéressé, qui a trente jours pour déposer une plainte contre cette estimation.

Proportion
payable.

Le directeur des finances calcule la proportion de la contribution foncière qui doit être payée pour la période comprise entre la date indiquée sur le certificat de l'estimateur et la fin de l'exercice en cours.

Limitation.

Cette période ne peut en aucun cas comprendre plus que l'exercice en cours et l'exercice précédent."

1959-60,
c. 102, a.
829, mod.

29. L'article 829 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Correction
au cas d'omission,
etc.

"**829.** Si après le dépôt d'un rôle d'évaluation on constate que l'inscription ou l'estimation d'un immeuble a été omise, en totalité ou en partie, ou qu'un immeuble apparaît comme exempt de taxes alors qu'il est taxable, l'estimateur fait, complète ou corrige l'inscription ou l'estimation, en informe le directeur des finances, s'il y a lieu, lequel impose alors sur cet immeuble les taxes foncières qui auraient été imposées si l'estimation n'avait pas été omise ou incomplète ou l'inscription erronée, et effectue les corrections ou changements requis au double du rôle d'évaluation qu'il peut avoir en sa possession et au rôle de perception des taxes foncières."

1959-60,
c. 102, a.
831, ab.

30. L'article 831 de ladite loi est abrogé.

Id., a.
832, remp.

31. L'article 832 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Dispositions
applicables.

"**832.** Les dispositions de l'article 845 s'appliquent au surplus aux articles 825 à 830."

works are not completed but the premises are occupied in whole or in part, he shall indicate the date when occupancy commenced.

The dates which may be shown on the rolls may not be anterior to the first of May of the fiscal period which precedes the one during which the assessor enters them.

Dates
shown on
rolls.

He shall remit to the director of finance a certificate to that effect and give notice to the last ratepayer concerned, who shall have thirty days to deposit a complaint against such assessment.

Certificate,
etc.

The director of finance shall compute the proportion of the real estate tax to be paid for the period comprised between the date shown on the assessor's certificate and the end of the current fiscal year."

Proportion
payable.

This period shall in no case include more than the current fiscal year and the preceeding fiscal year."

Restriction.

29. Article 829 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

1959-60,
c. 102, a.
829, am.

"**829.** If, after the deposit of a valuation roll, it is found that the entry or the valuation of an immovable has been omitted, in whole or in part, or that an immovable appears as being tax exempt while it is taxable, the assessor shall make, complete or correct the entry or the valuation, he shall inform thereof the director of finance, if need be, who shall then impose on such immovable the real estate taxes which would have been imposed if the valuation had not been omitted or incomplete or the entry wrong, and he shall make the required corrections or changes on the duplicate of the valuation roll which he may have in his possession and on the real estate tax roll."

Correction
in case of
omission,
etc.

30. Article 831 of the said act is repealed.

1959-60,
c. 102, a.
831, re-
pealed.

31. Article 832 of the said act is replaced by the following:

Id., a.
832, re-
placed.

"**832.** The provisions of article 845 shall also apply to articles 825 to 830."

Provisions
to apply.

1959-60, c. 102, a. 838, remp. **32.** L'article 838 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Avis de complé-
tion du
rôle.

"338. Dès que le rôle d'évaluation est complété l'estimateur donne avis, dans un journal quotidien français et dans un journal quotidien anglais publiés à Montréal que ce rôle a été complété et déposé.

Entrée en
vigueur
du rôle.

Ce rôle, sans autre formalité, devient en vigueur et est obligatoire pour tous, sous réserve des décisions du bureau de revision quant aux parties contestées. Il sert jusqu'à la mise en vigueur d'un nouveau rôle d'évaluation de base à l'imposition des taxes foncières, y compris la taxe scolaire.

Compte
de contri-
butions.

Au plus tard le premier août le directeur des finances adresse à chaque propriétaire inscrit au rôle le compte de contributions foncières indiquant l'évaluation de son immeuble, le taux de la taxe foncière fixé par le conseil et le montant de cette taxe. Le contribuable doit, s'il désire contester cette évaluation, aviser par écrit l'estimateur de la cité avant le 31 août.

Applica-
tion.

L'article 845 s'applique au présent article."

1959-60, c. 102, a. 840, remp. **33.** L'article 840 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Rôle de
percep-
tion.

"340. Le rôle de perception des taxes foncières n'est sujet ni à révision ni à homologation. Dès qu'il est complété, le directeur des finances annonce par avis public suivant la formule no 31, donné au plus tard le 15 septembre, que le rôle est complété et a été déposé à son bureau. Il requiert des personnes tenues au paiement des sommes mentionnées dans le rôle l'acquiescement de leurs redevances à son bureau au plus tard le 1er octobre suivant, sans autre avis."

1959-60, c. 102, a. 850, mod. **34.** L'article 850 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Calcul du
montant
de la taxe.

"350. Le montant des taxes personnelles et des taxes d'eau et d'affaires est calculé au taux établi par le conseil d'après la valeur locative apparaissant au rôle de

32. Article 838 of the said act is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 838, re-
placed.

"338. As soon as the valuation roll is completed, the assessor shall give notice in a French daily newspaper and in an English daily newspaper published in Montreal that such roll has been completed and deposited.

Notice of
completion
of
roll.

Such roll shall come into force without any other formality and shall be obligatory for all concerned, under reserve of the decisions of the Board of Revision as to the contested parts thereof. It shall be used until the putting into force of a new valuation roll as the basis for the imposition of the real estate taxes, including the school tax.

Coming
into force
of
roll.

Not later than the 1st of August the Director of Finance shall send to every proprietor entered on the roll the bill for real estate taxes, indicating the valuation of the immovable, the rate of the real estate tax fixed by the council and the amount of such tax. The taxpayer must, if he wishes to contest such valuation, notify the assessor of the city in writing before August 31st.

Bill for
taxes.

Article 845 shall apply to this article."

Applica-
tion.

33. Article 840 of the said act is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 840, re-
placed.

"340. The real estate tax collection roll shall not be subject to revision nor to homologation. As soon as it is completed, the Director of Finance shall announce by public notice according to form number 31, given at the latest on September 15, that the roll is completed and has been deposited in his office. He shall require the persons held to pay the sums mentioned therein to pay the same at his office at the latest on the 1st of October following, without further notice."

Collection
roll.

34. Article 850 of the said act is amended:

1959-60, c. 102, a. 850, am.

a. by replacing the first paragraph by the following:

"350. The amount of the personal taxes and of the business taxes and water-rates shall be calculated at the rates established by the council on the rental value

Amount
of taxes.

l'exercice en cours.”;

b) en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

Valeur
locative.

“Le compte de taxes personnelles, d'affaires ou de l'eau doit indiquer la valeur locative portée au rôle de perception déposé pour l'exercice en cours.”

1959-60,
c. 102, a.
854, remp.

35. L'article 854 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Réception
des plain-
tes.

“**854.** Sous réserve du paragraphe a de l'article 857, l'estimateur reçoit, dans les délais fixés aux articles 838 et 851, les plaintes légalement produites concernant toute inscription ou omission au rôle d'évaluation ou au rôle de perception des taxes personnelles. Il reçoit ces plaintes dans les délais et aux endroits mentionnés dans les avis visés par lesdits articles et, s'il y a lieu de le faire suivant les prescriptions de la charte, il les transmet immédiatement au bureau de revision. Aucune plainte n'est reçue après l'expiration de ces délais.”

1959-60,
c. 102, a.
855, ab.

36. L'article 855 de ladite loi est abrogé.

Id., a.
856, remp.

37. L'article 856 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Plaintes
par écrit.

“**856.** Toute plainte au sujet d'une inscription au rôle d'évaluation est faite par écrit.”

1959-60,
c. 102, a.
888, remp.

38. L'article 888 de ladite loi, remplacé par l'article 73 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est remplacé de nouveau par le suivant:

Avis de
taxes
dues.

“**888.** Le directeur des finances doit, avant le premier juin de chaque année, préparer un avis à l'adresse du dernier propriétaire inscrit au rôle de perception pour chaque immeuble sur lequel des taxes foncières sont dues et exigibles.

Contenu.

Sous réserve de l'article 889, cet avis doit contenir:

a) le nom du propriétaire tel qu'il apparaît au rôle de perception à la date de la préparation de l'avis;

b) la désignation de l'immeuble telle qu'elle est faite audit rôle;

entered in the roll for the current fiscal year.”;

b. by replacing the last paragraph by the following:

“The bill for personal taxes, business Rental tax or water-rate shall show the rental value. value. appearing on the collection roll deposited for the current fiscal year.”

35. Article 854 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
854, re-
placed.

“**854.** Subject to paragraph a of article 857, the assessor shall receive, during the delays fixed by articles 838 and 851, the complaints legally filed respecting any entries or omissions in the valuation roll or the personal tax collection roll. He shall receive such complaint within the delays and at the places mentioned in the notices provided for by the said articles and, if need be according to the charter, he shall transmit them immediately to the board of revision. No complaint shall be received after the expiration of such delays.”

Receipt of
com-
plaints.

36. Article 855 of the said act is repealed.

1959-60,
c. 102, a.
855, re-
pealed.

37. Article 856 of the said act is replaced by the following:

Id., a.
856, re-
placed.

“**856.** All complaints in respect of an entry in the valuation roll shall be made in writing.”

Com-
plaints in
writing.

38. Article 888 of the said act, replaced by section 73 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is again replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
888, re-
placed.

“**888.** The director of finance, before the first of June of each year, shall prepare a notice addressed to the last proprietor entered on the collection roll for each immovable on which real estate taxes are due and exigible.

Notice
of taxes
due.

Subject to article 889, such notice shall contain:

Contents.

a. the name of the proprietor as entered on the collection roll at the date when such notice is made out;

b. the designation of the immovable as entered on the said roll;

c) le montant total des taxes dues sans qu'il faille préciser s'il s'agit de taxes foncières générales ou spéciales pour fins municipales ou scolaires ou de répartitions pour égouts, pavage, trottoirs ou expropriations ou de frais d'avis et de signification;

d) une mise en demeure de les payer avec en plus les frais de l'avis et de la signification dans un délai de dix jours à compter de la date de la signification ou de la mise à la poste de l'avis indiquant qu'à défaut de les payer dans les délais prescrits, l'immeuble sera vendu par voie de justice."

c. the total amount of taxes due without it being necessary to specify whether it refers to general or special taxes for municipal or school purposes or to assessments for sewers, pavings, sidewalks or expropriations or to costs of notices and service;

d. a demand for payment thereof plus the costs of the notice and service, within a delay of ten days from the date of service or mailing of the notice, stating that in default of payment thereof within the delay prescribed, the immovable will be sold by authority of justice."

1959-60, c. 102, a. 966d, aj. **39.** Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 966c, le suivant:

39. The said act is amended by adding after article 966c, the following: 1959-60, c. 102, a. 966d, ad.

Vente de droit de construire.

"**966d.** La cité peut, en se conformant aux dispositions de l'article 1079, vendre le droit de construire en surface et en sous-sol sur tout emplacement dont elle est propriétaire dans la cité pour l'établissement de stations de métro ou pour toute autre chose nécessaire au fonctionnement du métro."

"**966d.** The city may, by conforming to the provisions of article 1079, sell the right to build on the surface and underground on any emplacement which it owns in the city for the establishing of stations for the Metro or for any other thing required for the operation of the Metro."

Sale of right to build.

1959-60, c. 102, a. 966e, aj. **40.** Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 966d, le suivant:

40. The said act is amended by adding after article 966d the following: 1959-60, c. 102, a. 966e, ad.

Extension du réseau.

"**966e.** La cité est autorisée à étendre le réseau de transport en commun décrit à l'article 966a d'un point situé à Montréal près du Parc Viger, en passant sous le fleuve Saint-Laurent, sous la voie maritime et dans le terrain en bordure de la voie maritime et actuellement propriété de l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent et longeant ladite voie dans les limites des municipalités de Saint-Lambert et Jacques-Cartier jusqu'à un point situé dans la cité de Longueuil.

"**966e.** The city is authorized to extend the mass transportation system described in article 966a from a point located in Montreal, near Viger Park, going under the St. Lawrence river, under the seaway and on the land bordering the seaway and at present owned by the St. Lawrence Seaway Authority and following the said seaway within the limits of the municipalities of Saint-Lambert and Jacques-Cartier to a point located in the city of Longueuil.

Extension of system.

Accords autorisés.

Les cités de Montréal, Longueuil, Jacques-Cartier et Saint-Lambert sont autorisées à conclure avec le gouvernement du Canada ou tout organisme sous juridiction fédérale tout accord nécessaire à la poursuite de cette entreprise, tel accord devant être ratifié par le ministre des affaires municipales.

The cities of Montreal, Longueuil, Jacques-Cartier and Saint-Lambert are authorized to make with the Government of Canada or any body coming under federal jurisdiction any agreement necessary for the carrying out of this undertaking, such agreement requiring to be ratified by the Minister of Municipal Affairs.

Agreements authorized.

Application.

Les sous-paragraphes de l'article 966a, sauf le sous-paragraphé b, s'appliquent au présent article.

The sub-paragraphs of article 966a, except sub-paragraph b, shall apply to the present article.

Application.

Biens du
métro non
imposables.

Tous les biens mobiliers et immobiliers du métro, dans le territoire des cités de Saint-Lambert, Jacques-Cartier et Longueuil, sont des biens non imposables quant à toutes taxes municipales générales ou spéciales autres que les taxes qui peuvent être imposées sur les commerces y exploités.

All the moveable and immovable subway property, within the territory of the cities of Saint-Lambert, Jacques-Cartier and Longueuil, shall be non-taxable as to all municipal taxes, general or special, other than the taxes that may be imposed on businesses carried on therein.

Subway
property
non-tax-
able.

Construc-
tions en
surface.

Toutes constructions en surface y compris les parcs de stationnement, autres que les voies elles-mêmes du métro, devront être conformes aux règlements des municipalités concernées."

All surface buildings including parking lots, other than the subway tracks themselves, shall conform to the by-laws of the municipalities concerned."

Surface
buildings.

1959-60,
c. 102, a.
973, mod.

41. L'article 973 de ladite loi, remplacé par l'article 84 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

41. Article 973 of the said act, replaced by section 84 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is amended by replacing the second paragraph by the following:

1959-60,
c. 102, a.
973, am.

Restric-
tion.

"Aucune indemnité n'est accordée aux locataires dont les baux ont été passés ou qui ont pris possession des lieux après la résolution décrétant l'expropriation."

"No indemnity shall be granted to tenants whose leases were made or who took possession of the premises subsequently to the resolution ordering the expropriation."

Restric-
tion.

1959-60,
c. 102, a.
973a, aj.

42. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 973, le suivant:

42. The said act is amended by adding, after article 973, the following:

1959-60,
c. 102, a.
973a, ad.

Indemnité à la
cité.

"973a. Lorsque la cité a acquis un immeuble et que le propriétaire ou un locataire ou un occupant de cet immeuble l'occupe encore en tout ou en partie, la cité a droit d'exiger, à compter de la prise de possession, une indemnité basée sur la valeur locative de tout ou de partie de cet immeuble, telle qu'elle est portée au rôle en vigueur à la date du décret d'expropriation."

"973a. When the city has acquired an immovable and the proprietor or a tenant or occupant of such immovable still occupies it in whole or in part, the city may demand, from the taking of possession, an indemnity on the basis of the rental value of the whole or part of such immovable, as shown in the roll in force at the date of the expropriation order."

Indem-
nity to
city.

1959-60,
c. 102, a.
977, mod.

43. L'article 977 de ladite loi, remplacé par l'article 88 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

43. Article 977 of the said act, replaced by section 88 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is amended by adding the following paragraph:

1959-60,
c. 102, a.
977, am.

Avis au
proprié-
taire.

"Dès que le greffier a reçu le rapport mentionné au premier alinéa du présent article, il prépare et envoie un avis, à l'adresse du propriétaire inscrit en dernier lieu au rôle de perception dont l'immeuble est touché par le rapport, pour l'informer de la date où il sera soumis à ladite cour ou à l'un de ses juges pour confirmation ou homologation."

"As soon as the city clerk has received the report mentioned in the preceding paragraph of this article, he shall prepare and send a notice, addressed to the proprietor last entered on the collection roll whose immovable is affected by the report, to inform him of the date on which it will be submitted to the said court or to a judge thereof for confirmation or homologation."

Notice to
proprietor.

1959-60,
c. 102, a.
986, mod.

44. L'article 986 de ladite loi, modifié par l'article 96 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est de nouveau modifié:

a. En remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Dépôt de
partie du
prix.

"986. La cité doit alors déposer entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, sauf s'il s'agit d'acquisition de parties d'immeubles en tréfonds ou de servitudes, dans un délai de soixante jours du dépôt des documents ci-dessus mentionnés, un montant égal à celui de l'évaluation municipale s'il s'agit d'un immeuble entier ou égal à l'évaluation municipale déterminée par l'estimateur s'il s'agit de partie d'un immeuble, et à valoir en déduction pour autant sur les indemnités qui seront plus tard déterminées suivant la procédure ordinaire, plus les intérêts au taux légal sur tel montant à compter de la prise de possession."

b. En ajoutant l'alinéa suivant:

Évaluation
préliminaire.

"L'évaluation préliminaire qui sert à voter les crédits dans le cas d'acquisition de partie d'immeubles en tréfonds ou de servitudes, est faite par le directeur des finances et par le surintendant de la division des immeubles de la cité."

1959-60,
c. 102, a.
995a,
rempl.

45. L'article 995a de la dite loi, tel qu'édicte par l'article 104 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est remplacé par le suivant:

Appel à la
Régie des
services
publics.

"995a. Il y a appel à la Régie des services publics des décisions finales du bureau. Cet appel est formé par une requête signifiée à la partie adverse et produite au bureau du secrétaire de la Régie, à Montréal, au plus tard le trentième jour suivant la publication de l'avis public mentionné à l'article 977. Le dépôt de cette requête équivaut à une inscription en appel."

1959-60,
c. 102, a.
1030a, aj.

46. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 1030, le suivant:

44. Article 986 of the said act, amended by section 96 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is again amended:

1959-60,
c. 102, a.
986, am.

a. By replacing the first paragraph by the following:

"986. The city shall then deposit in the hands of the prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal, except in the case of the acquisition of underground portions of immoveables or of servitudes, within a delay of sixty days from the deposit of the abovementioned documents, an amount equal to the municipal valuation, in the case of a whole immoveable, or to the municipal valuation determined by the assessor, in the case of a part of an immoveable, to be applied in reduction for the same amount of the indemnities which shall later be determined according to the usual procedure, plus the interest at the legal rate on such amount as from the date of taking possession."

Deposit
of part
of price.

b. By adding thereto the following paragraph:

"The preliminary valuation used for voting appropriations, in the case of acquisition of underground portions of immoveables or of servitudes, shall be made by the director of finance and the superintendent of the real estate division of the city."

Preliminary
valuation.

45. Article 995a of the said act, as enacted by section 104 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
995a,
replaced.

"995a. An appeal shall lie to the Public Service Board from the final decisions of the Bureau. Such appeal shall be formulated by a petition served upon the opposing party and filed in the office of the secretary of the Board, in Montreal, on or before the thirtieth day following the publication of the public notice mentioned in article 977. The filing of such petition is equivalent to an inscription in appeal."

Appeal to
Public
Service
Board.

46. The said act is amended by adding after article 1030, the following:

1959-60,
c. 102, a.
1030a,
ad.

Exemption de répartition.

"1030a. Si le directeur du service des travaux publics recommande le pavage d'une ruelle publique ou privée et constate que ce pavage n'est utile qu'aux propriétaires riverains d'un seul côté de ladite ruelle, le conseil peut exempter de la répartition du coût, en totalité ou en partie, les propriétaires riverains de l'autre côté. Il fixe alors la proportion du coût total de cette opération payable par la cité et celle que doivent assumer les propriétaires riverains assujettis."

"1030a. If the director of the department of public works recommends the paving of a public or private lane and ascertains that such paving is solely necessary for the bordering proprietors on one side only of the said lane, the council may exempt from the apportionment of the cost, in whole or in part, the bordering proprietors on the other side. It shall then fix the proportion of the total cost of such work payable by the city and that payable by the bordering proprietors subject to the apportionment."

Exemption from apportionment.

1959-60, c. 102, a. 1079a, aj.

47. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 1079 le suivant:

47. The said act is amended by adding thereto after article 1079, the following:

1959-60, c. 102, a. 1079a, ad.

Aliénation d'emplacement.

"1079a. Si le ministre des affaires municipales approuve un règlement de fermeture d'une rue, ruelle ou place publique de la cité, et qu'il n'existe aucun autre empêchement de droit, la cité peut, en suivant les dispositions de l'article précédent, en aliéner l'emplacement en tout ou en partie."

"1079a. If the Minister of Municipal Affairs approves a by-law for the closing of a street, lane or public place of the city, and there exists no other legal impediment, the city may, in accordance with the provisions of the preceding article, alienate the whole or part of the site thereof."

Alienation of site.

1959-60, c. 102, a. 1155, remp.

48. L'article 1155 de ladite loi est remplacé par le suivant:

48. Article 1155 of the said act is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 1155, replaced.

Suspension, etc. de permis.

"1155. La cour municipale peut, sur toute action, poursuite ou plainte portée devant elle contre un détenteur de permis ou licence, suspendre pour la période qu'elle juge à propos de fixer ou annuler toute licence ou tout permis accordé en vertu de la charte ou d'un règlement de la cité, pour cause d'inconduite, d'incompétence ou de violation d'un règlement de la cité ou d'un règlement d'hygiène adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de l'hygiène publique du Québec."

"1155. The Municipal Court may, in any action, suit or complaint laid before it, against a permit or a license holder, suspend for such time as it may see fit to fix, or annul any license or permit granted under the charter or a city by-law, by reason of misconduct, incompetence, or violation of a city by-law or health regulation made by the Lieutenant-Governor-in-Council under the Quebec Public Health Act."

Suspension, etc., of permit.

1959-60, c. 102, formule 31, mod.

49. La formule 31 de ladite loi est modifiée en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

49. Form 31 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

1959-60, c. 102, Form. 31, am.

"Toutes les personnes dont les noms y sont inscrits sont par les présentes requises de payer au soussigné, à son bureau au plus tard le (*insérer ici la date de l'échéance*) sans autre avis, le montant des taxes porté à leur compte audit rôle."

"All persons whose names appear therein are hereby required to pay to the undersigned, at his office, not later than the (*insert here the due date*), without further notice, the amount of the taxes charged to them on the said roll."

1962, c. 59, a. 119, mod.

50. L'article 119 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est modifié en rem-

50. Section 119 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is amended by re-

1962, c. 59, s. 119, am.

plaçant le dernier alinéa par le suivant :

Rapport
sult-gouv.
en c.

"Dans les quinze jours qui suivent le jour du scrutin, le président de l'élection fait rapport par écrit au lieutenant-gouverneur en conseil du résultat du vote prescrit par le présent article. Celui-ci émet alors une proclamation entraînant l'application immédiate de l'article 25 de la présente loi, si le projet a recueilli la majorité des suffrages exprimés."

placing the last paragraph by the following:

"Within the fifteen days following the day of the vote, the returning officer shall report in writing on the result of the vote prescribed by this article to the Lieutenant-Governor-in-Council. The latter shall then issue a proclamation giving immediate effect to section 25 of this act, if the project has obtained the majority of the votes given."

1946, c.
56, a. 4,
mod.

51. L'article 4 de la loi 10 George VI, chapitre 56, est modifié en remplaçant le paragraphe g par le suivant :

"g) Acte de vente par la cité de Montréal à Sa Majesté le Roi aux droits du Dominion et à Wartime Housing Ltd., passé devant Me L.-A. Marchessault, notaire, le 29 décembre 1945, sous le numéro 2990 des minutes de son répertoire et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 639171 des terrains ci-après décrits du Village Incorporé d'Hochelaga numéro de cadastre 1, subdivisions 652 à 661, 667 à 677, 679 à 688, 694 à 704, numéro du cadastre 1A, subdivisions 246 à 255, 261 à 271, 274 à 282, 288 à 298, 1028 à 1035, 1037 à 1046, 1052 à 1062, 1064 à 1073, du numéro du cadastre 2, subdivisions 245 à 253, 274 à 280, 1386 à 1393, des rues Viau, Saint-Clément, Théodore, Leclaire, Sicard et Rouen, de la paroisse de la Longue Pointe, numéro du cadastre 28, subdivisions 147 à 149, 192 à 195, 198 à 214, 215A, 215B, 215C, 216 à 222, numéro de cadastre 29, subdivisions 227B, 227C, 228 à 232, 235 à 239, 241 et 242, 245 à 255, 269 et 270, 274 à 283, 287 et 288, 288A, 288B, 288C, 289 et 290, 299 à 302, 304 à 319, 325B, 325C, 326 et 327, 330, 148 à 150, 181, 222 à 224, 258 à 261, 295 à 297, 297A des rues Cadillac, Duquesne, Ontario; de la paroisse Saint-Laurent, du numéro du cadastre 637, subdivisions 1385 à 1389, 1391 à 1397, 1401 à 1404, 1408 à 1409, 1412 et 1413, 1416 à 1421, 1436 à 1451, 1457 à 1472, 1474 à 1510, 1528 à 1540, 1543 à 1564, 1566 à 1578, 1585 à 1602, 1428 à 1434, 1520 à 1526, et du numéro de cadastre 287, subdivisions 367 à 373, 375 et 376, 378 et 379, de l'avenue Champagneur, de l'avenue Bloomfield de l'avenue de l'Épée, de l'avenue Howard et de la rue

51. Section 4 of the act 10 George VI, chapter 56, is amended by replacing paragraph g by the following:

"g. Deed of sale by the city of Montreal to His Majesty the King in the right of the Dominion and to Wartime Housing Ltd., passed before L. A. Marchessault, notary, on the 29th of December 1945, under the number 2990 of the minutes of his repertory and registered in the registry office of Montreal under number 639171 of the lands hereinafter described in the incorporated village of Hochelaga, cadastral number 1, subdivisions 652 to 661, 667 to 677, 679 to 688, 694 to 704, cadastral number 1A, subdivisions 246 to 255, 261 to 271, 274 to 282, 288 to 298, 1028 to 1035, 1037 to 1046, 1052 to 1062, 1064 to 1073, cadastral number 2, subdivisions 245 to 253, 274 to 280, 1386 to 1393, of Viau, St. Clement, Théodore, Leclaire, Sicard and Rouen streets, of the parish of Longue Pointe, cadastral number 28, subdivisions 147 to 149, 192 to 195, 198 to 214, 215A, 215B, 215C, 216 to 222, cadastral number 29, subdivisions 227B, 227C, 228 to 232, 235 to 239, 241 and 242, 245 to 255, 269 and 270, 274 to 283, 287 and 288, 288A, 288B, 288C, 289 and 290, 299 to 302, 304 to 319, 325B, 325C, 326 and 327, 330, 148 to 150, 181, 222 to 224, 258 to 261, 295 to 297, 297A of Cadillac, Duquesne and Ontario Streets; of the parish of St. Laurent, cadastral number 637, subdivisions 1385 to 1389, 1391 to 1397, 1401 to 1404, 1408 to 1409, 1412 and 1413, 1416 to 1421, 1436 to 1451, 1457 to 1472, 1474 to 1510, 1528 to 1540, 1543 to 1564, 1566 to 1578, 1585 to 1602, 1428 to 1434, 1520 to 1526, and of cadastral number 287, subdivisions 367 to 373, 375 and 376, 378 and 379, of Champagneur, Bloomfield, de l'Épée and

Report to
Lt.-G. in
C.

1946, c.
56, s. 4,
am.

Berri; et de la paroisse du Sault-au-Récollet, numéro de cadastre 240, subdivisions 16 à 21, 25 à 32, 34 et 35, numéro de cadastre 246, subdivisions 167 à 190, 192 à 197 de la rue Berri;”.

Howard Avenues, and Berri Street; and of the parish of Sault-au-Récollet, cadastral number 240, subdivisions 16 to 21, 25 to 32, 34 and 35, cadastral number 246, subdivisions 167 to 190, 192 to 197 of Berri Street;”.

Annexion autorisée.

52. La cité de Montréal peut décider, au moyen d'un règlement à cette fin, d'annexer à son territoire celui de la municipalité de la ville de Rivière-des-Prairies.

Modalités, etc.

La cité doit fixer dans le règlement ainsi adopté les modalités et les conditions de cette annexion.

Acceptation ou refus du texte du règlement.

Lorsque le conseil municipal de la cité de Montréal a adopté le projet de règlement relatif à l'annexion, il le communique au conseil municipal de la ville de Rivière-des-Prairies qui doit, dans les 30 jours suivant la réception du texte du règlement d'annexion par son secrétaire, signifier à la cité de Montréal son acceptation ou son refus.

Règlement soumis au lt.-g. en c.

Si le conseil de la ville de Rivière-des-Prairies accepte le règlement d'annexion à la cité de Montréal, le règlement est soumis au lieutenant-gouverneur en conseil.

S.R., c. 207, a. 23, applicable.

Si le conseil de la ville de Rivière-des-Prairies n'a pas approuvé le règlement d'annexion à la cité de Montréal dans le délai de trente jours mentionné au troisième alinéa, il y a lieu à l'application des dispositions de l'article 23 de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 207) remplacé par l'article 4 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 46.

Représentants de municipalité annexée.

Le règlement doit stipuler que deux personnes seront élues par les électeurs de la municipalité annexée pour les représenter dans le conseil de la cité de Montréal. Le scrutin à cette fin a lieu dans les 90 jours suivant la date de l'annexion. Les dispositions relatives au déroulement des élections municipales à Montréal s'appliquent, *mutatis mutandis*, dans ce cas.

Approbation de règlement.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut approuver le règlement avec les modifications qu'il juge appropriées quant aux conditions de l'annexion. Les conditions de l'annexion prévues au règlement ou celles déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil ont leur effet no-

52. The city of Montreal may decide, by by-law to that effect, to annex to its territory that of the municipality of the town of Rivière-des-Prairies.

Annexion autorisée.

The city shall determine, in the by-law so adopted, the terms and conditions of such annexation.

Terms, etc.

Once the municipal council of the city of Montreal has adopted the draft by-law concerning the annexation, it shall forward it to the municipal council of the town of Rivière-des-Prairies, which shall, within thirty days following the receipt by its secretary of the text of the annexation by-law, notify the city of Montreal of its acceptance or refusal.

Acceptance or refusal of draft by-law.

If the council of the town of Rivière-des-Prairies accepts the annexation by-law of the city of Montreal, the by-law shall be submitted to the Lieutenant-Governor in Council.

Submission to Lt.-G. in C.

If the council of the town of Rivière-des-Prairies has not approved the annexation by-law of the city of Montreal within the delay of thirty days mentioned in the third paragraph, the provisions of section 23 of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes, 1941, chapter 207) replaced by section 4 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 46, shall be applicable.

Application of R.S., c. 207, s. 23.

The by-law shall provide that two persons shall be elected by the electors of the annexed municipality to represent them in the council of the city of Montreal. The voting for such purpose shall take place within 90 days following the date of the annexation. The provisions relating to the holding of municipal elections in Montreal shall apply, *mutatis mutandis*, in such case.

Representatives of annexed municipality.

The Lieutenant-Governor in Council may approve the by-law with such amendments as he deems expedient with respect to the conditions of annexation. The conditions of annexation provided for in the by-law or those determined by the Lieutenant-Governor in Council shall be

Approval of by-law.

nobstant toutes dispositions législatives inconciliables régissant la cité de Montréal.

Avis d'ap-
probation.

Le ministre des affaires municipales donne un avis, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, que tel règlement a été approuvé, et ce règlement entre en vigueur à compter de la date de la publication de cet avis. Cet avis contient une désignation précise du territoire à annexer.

Autorisa-
tion re-
quise.

Si l'annexion a lieu, la Commission de transport de Montréal ne peut commencer l'exploitation de son entreprise de transport de voyageurs dans le territoire annexé sans y avoir été autorisée par la Régie des transports.

effective notwithstanding any inconsistent legislative provisions governing the city of Montreal.

The Minister of Municipal Affairs shall give notice, published in the *Quebec Official Gazette*, that such by-law has been approved, and such by-law shall come into force from the date of publication of such notice. Such notice shall contain an exact description of the territory to be annexed.

Notice of
approval.

If the annexation takes place, the Montreal Transportation Commission shall not commence its operations for the transportation of passengers in the annexed territory unless authorized to do so by the Transportation Board.

Authori-
zation
required.

Coût de
certaines
expro-
priations.

53. Sur rapport du comité exécutif, le conseil est autorisé à modifier par résolution la répartition du coût des expropriations suivantes:

1° celle des immeubles requis pour l'ouverture de la rue Taché, décrétée par le conseil le 6 juin 1960;

2° pour l'ouverture de la rue du Couvent, décrétée par le conseil le 2 décembre 1959;

3° pour l'ouverture de la rue de Jumonville, décrétée le 2 septembre 1959;

4° pour l'ouverture de la rue Jean-Brillant, décrétée le 10 mars 1960.

Approba-
tion.

Sont autorisés les changements et ajustements qui découlent des modifications. La résolution n'a d'effet qu'après son approbation par le ministre des affaires municipales.

53. On report from the executive committee, the council is authorized to modify, by resolution, the apportionment of the cost of the following expropriations:

1. that of the immoveables required for the opening of Taché Street, ordered by the council on June 6th 1960;

2. for the opening of du Couvent Street, ordered by the council on December 2nd 1959;

3. for the opening of de Jumonville Street, ordered on September 2nd 1959;

4. for the opening of Jean-Brillant Street, ordered on March 10th 1960.

The changes and adjustments resulting from these modifications are authorized. The resolution shall not be effective until after its approval by the Minister of Municipal Affairs.

Cost of
certain
expro-
priations.

Authori-
zation.

Contrat
ratifié.

54. Le contrat d'échange entre la cité de Montréal et Canadian National Railway Company passé devant Me L. A. Marchessault, notaire, le 17 juin 1960 sous le numéro 13825 de son répertoire et enregistré le 27 juin 1960 à la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1,478,446, et par lequel la cité a acquis certaines propriétés appartenant à Canadian National Railway Company en échange pour certaines propriétés acquises par la cité le 10 juin 1959 par expropriation en vertu de l'article 956 de sa charte, est ratifié et déclaré légal et valide à toutes fins que de droit.

54. The deed of exchange between the city of Montreal and Canadian National Railway Company executed on June 17th 1960 before L. A. Marchessault, notary, under No. 13825 of his minutes and registered on June 27th 1960 in the registration division of Montreal under No. 1,478,446, whereby the city acquired certain properties owned by Canadian National Railway Company in exchange for certain properties acquired by the city on June 10th 1959 by expropriation under article 956 of its charter, is ratified and declared to be legal and valid for all purposes.

Deed ra-
tified.

Contrat
ratifié.

55. Est ratifié le contrat de vente à l'enchère passé devant le notaire L.-A.

55. The deed of sale by auction entered into before L. A. Marchessault, Deed ra-
tified.

Marchessault, en date du 17 janvier 1963, entre la cité de Montréal et Texaco Canada Limited, sous le numéro 14267 des minutes de son répertoire et enregistré à la même date sous le numéro 1,648,714 de la division d'enregistrement de Montréal.

notary, on January 17th 1963, between the city of Montreal and Texaco Canada Limited, under number 14267 of the minutes of his repertory and registered on the same date under number 1,648,714 of the Montreal registration division, is ratified.

Acte ratifié.

56. L'acte de vente, passé entre la cité de Montréal et J. A. Thibault Limitée, le 7 mars 1963, devant le notaire Jean Luc Trempe, sous le numéro 4307 des minutes de son répertoire est confirmé et ratifié.

56. The deed of sale between the city of Montreal and J. A. Thibault Limitée, passed on the 7th of March 1963, before notary Jean Luc Trempe under the number 4307 of the minutes of his repertory is ratified and confirmed.

Annexions.

57. Est détaché du territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu et est annexé à celui de la cité de Montréal comme partie du quartier Mercier et du district électoral de Mercier le territoire décrit comme suit:

57. The territory described as follows is detached from the territory of the municipality of the parish of Saint-Jean-de-Dieu and annexed to that of the city of Montreal as part of Mercier Ward and of the electoral district of Mercier:

Description.

a) La partie non subdivisée du lot connu et désigné sous le numéro trois cent trente-deux (Ptie 332) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe; ayant front sur la rue Sherbrooke-est, mesurant cinq cent quatorze pieds et cinq dixièmes (514.5') dans sa ligne sud-est, le long de la rue Sherbrooke, cinq cent dix-sept pieds et deux dixièmes (517.2') de largeur en arrière dans sa ligne nord-ouest, deux mille trois cent vingt-quatre pieds et sept dixièmes (2,324.7') de profondeur dans sa ligne sud-ouest et deux mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et huit dixièmes (2299.8') de profondeur dans sa ligne nord-est; et contenant une superficie totale de un million cent quatre-vingt-onze mille huit cent soixante-dix-huit pieds carrés (1,191,878), mesure anglaise. Ce secteur est ainsi borné: en front, au sud-est, par la rue Sherbrooke; en arrière, au nord-ouest, par partie des lots nos 438 et 439 du cadastre de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice; d'un côté, au sud-ouest, par le lot no 331 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, et de l'autre côté, au nord-est par partie des lots nos 335 et 335A dudit cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe;

a. The unsubdivided part of the lot known and designated under number three hundred and thirty-two (Pt 332) in the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe; fronting on Sherbrooke Street east, measuring five hundred and fourteen feet and five tenths of a foot (514.5') on its south-east line, along Sherbrooke Street, five hundred and seventeen feet and two tenths of a foot (517.2') in width on the rear on its north-west line, two thousand three hundred and twenty-four feet and seven tenths of a foot (2,324.7') in depth on its south-west line and two thousand two hundred and ninety-nine feet and eight tenths of a foot (2,299.8') in depth on its north-east line; containing a total superficial area of one million one hundred and ninety-one thousand eight hundred and seventy-eight square feet (1,191,878), English measure. This sector is bounded as follows: in the front, on the south-east, by Sherbrooke street; on the rear, on the north-west, by part of lots Nos. 438 and 439 of the cadastre of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice; on one side, on the south-west, by lot No. 331 of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, and on the other side, on the north-east, by part of lots Nos. 335 and 335A of the said cadastre of the parish of Longue-Pointe;

b) La partie non subdivisée du lot connu et désigné sous le numéro trois cent trente-

b. The unsubdivided part of the lot known and designated under number

cinq (Ptie 335) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, ayant front sur la rue Sherbrooke-est, mesurant quatre cent quatre-vingt-dix-huit pieds et huit dixièmes (498.8') de largeur en front le long de la rue Sherbrooke, quatre cent soixante-six pieds et quatre dixièmes (466.4') de largeur en arrière dans sa ligne nord-ouest, sept cent soixante-cinq pieds (765) de profondeur dans sa ligne sud-ouest, sept cent cinquante-trois pieds et six dixièmes (753.6') de profondeur dans sa ligne nord-est; contenant une superficie totale de trois cent soixante-six mille deux cent soixante-sept pieds carrés (366,267), mesure anglaise. Ce secteur est ainsi borné: en front, au sud-est, par la rue Sherbrooke; en arrière, au nord-ouest, par le lot No 335A ci-après décrit; d'un côté, au sud-ouest, par partie du dit lot No 332 et de l'autre côté au nord-est, par la partie ci-après décrite du lot No 336;

c) La partie non subdivisée du lot connu et désigné sous le numéro trois cent trente-six (Ptie 336) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, ayant front sur la rue Sherbrooke et sur la montée Saint-Léonard, mesurant deux cent soixante-sept pieds et sept dixièmes (267.7') de largeur en front sur la rue Sherbrooke dans sa ligne sud-est, deux cent trente-un pieds et cinq dixièmes (231.5') de largeur en arrière dans sa ligne nord-ouest, sept cent quarante-huit pieds et quatre dixièmes (748.4') de profondeur dans sa ligne nord-est, le long de la montée Saint-Léonard, et sept cent cinquante-trois pieds et six dixièmes (753.6') de profondeur dans sa ligne sud-ouest, et contenant une superficie totale de cent quatre-vingt-sept mille trois cent treize pieds carrés (187,313) mesure anglaise. Ce secteur est ainsi borné: en front, au sud-est par la rue Sherbrooke; en arrière, au nord-ouest, par la partie ci-après décrite du lot No 335A; d'un côté, au sud-ouest, par la partie ci-dessus décrite du lot No 335 et de l'autre côté, au nord-est, par la montée Saint-Léonard;

three hundred and thirty-five (Pt. 335) in the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, fronting on Sherbrooke street east, measuring four hundred and ninety-eight feet and eight tenths of a foot (498.8') in width fronting along Sherbrooke street, four hundred and sixty-six feet and four tenths of a foot (466.4') in width on the rear in its north-west line, seven hundred and sixty-five feet (765) in depth on its south-west line, seven hundred and fifty-three feet and six tenths of a foot (753.6') in depth on its north-east line; containing a total superficial area of three hundred and sixty-six thousand two hundred and sixty-seven square feet (366,267), English measure. This sector is bounded as follows: in the front, on the south-east, by Sherbrooke street; on the rear, on the north-west, by lot No. 335A hereinafter described; on one side, on the south-west, by part of the said lot No. 332 and on the other side on the north-east, by the hereinafter described part of lot No. 336;

c. The unsubdivided part of the lot known and designated under number three hundred and thirty-six (Pt. 336) in the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, fronting on Sherbrooke street and the Montée Saint-Léonard, measuring two hundred and sixty-seven feet and seven tenths of a foot (267.7') in width fronting on Sherbrooke street on its south-east line, two hundred and thirty-one feet and five tenths of a foot (231.5') in width on the rear on its north-west line, seven hundred and forty-eight feet and four tenths of a foot (748.4') in depth on its north-east line, along the Montée Saint-Léonard, and seven hundred and fifty-three feet and six tenths of a foot (753.6') in depth on its south-west line, and containing a total superficial area of one hundred and eighty-seven thousand three hundred and thirteen square feet (187,313), English measure. This sector is bounded as follows: in the front, on the south-east, by Sherbrooke street; on the rear, on the north-west, by the hereinafter described part of lot No. 335A; on one side, on the south-west, by the above-described part of lot No. 335 and on the other side, on the north-east, by the Montée Saint-Léonard;

d) L'emplacement au tracé irrégulier ayant front sur la Montée Saint-Léonard, connu et désigné sous le numéro trois cent trente-cinq A (335A) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, et contenu dans les limites suivantes: commençant à un point sur le côté sud-ouest de la Montée Saint-Léonard et situé sur la ligne de division entre les dits lots Nos 335A et 336, lequel point est à sept cent quarante-huit pieds et quatre dixièmes (748.4') au nord-ouest de la rue Sherbrooke, le long de la Montée Saint-Léonard; ensuite allant dans la direction sud-ouest le long de la ligne de division qui sépare le dit lot No 335A et les lots ci-dessus décrits Nos 335 et 336, soit une distance de six cent quatre-vingt-dix-sept pieds et neuf dixièmes (697.9'); ensuite tournant dans une direction nord-ouest le long de la ligne de division entre le dit lot No 335A et le lot No 332 ci-dessus décrit et le lot numéro quatre cent trente-huit (438) du cadastre de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, soit une distance de deux mille seize pieds et deux dixièmes (2,016.2'); ensuite continuant dans une direction nord-est le long de la ligne de division entre le dit lot No 335A et le lot numéro quatre cent trente-sept (437) du dit cadastre de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, soit une distance de trois cent soixante-dix-huit pieds et six dixièmes (378.6'); ensuite tournant et continuant dans une direction sud-est le long de la ligne de division entre le dit lot No 335A et le lot numéro quatre cent trente-six (436) du dit cadastre de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, soit une distance de quatre cent trente-un pieds et huit dixièmes (431.8'); ensuite tournant et continuant dans une direction nord-est le long de la ligne de division entre le dit lot No 335A et le dit lot No 436, soit une distance de cent quatre-vingt-onze pieds (191'), où il rencontre le côté sud-ouest de la Montée Saint-Léonard et qui est aussi la borne nord-est dudit lot no 335A; de là continuant dans une direction sud-est jusqu'au dit point de départ, soit une distance de quinze cent vingt-cinq pieds et six dixièmes (1,525.6'); le tout ayant une superficie totale de un million cent vingt-sept mille cent soixante-dix-neuf pieds carrés

d. The site of irregular outline fronting on the Montée Saint-Léonard, known and designated under number three hundred and thirty-five A (335A) in the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, comprised within the following limits: starting at a point on the south-west side of the Montée Saint-Léonard and located on the dividing line between the said lots Nos. 335A and 336, the said point being seven hundred and forty-eight feet and four tenths of a foot (748.4') north-west of Sherbrooke street, along the Montée Saint-Léonard; then, in a south-west direction along the dividing line which separates the said lot No. 335A and the above-described lots Nos. 335 and 336, that is a distance of six hundred and ninety-seven feet and nine tenths of a foot (697.9'); then, turning in a north-west direction along the dividing line between the said lot No. 335A and lot No. 332 described above and lot number four hundred and thirty-eight (438) of the cadastre of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, that is a distance of two thousand and sixteen feet and two tenths of a foot (2016.2'); then, continuing in a north-east direction along the dividing line between the said lot No. 335A and lot number four hundred and thirty-seven (437) of the said cadastre of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, that is a distance of three hundred and seventy-eight feet and six tenths of a foot (378.6'); then, turning and continuing in a south-east direction along the dividing line between the said lot No. 335A and lot number four hundred and thirty-six (436) of the said cadastre of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, that is a distance of four hundred and thirty-one feet and eight tenths of a foot (431.8'); then, turning and continuing in a north-east direction along the dividing line between the said lot No. 335A and the said lot No. 436, that is a distance of one hundred and ninety-one feet (191'), where it meets the south-west side of the Montée Saint-Léonard which is also the north-east boundary of the said lot No. 335A; thence, continuing in a south-east direction to the said starting point, that is a distance of one thousand five hundred and twenty-five feet and six tenths of a foot (1,525.6'); all

(1,127,179), mesure anglaise. Ce secteur est ainsi borné: en front, au nord-est, par la Montée Saint-Léonard, en arrière, au sud-ouest, partie par ledit lot no 332 et partie par ledit lot no 438; d'un côté au sud-est par lesdits lots nos 335 et 336, et de l'autre côté, au nord-ouest par lesdits lots nos 436 et 437.

of which having a total superficial area of one million one hundred and twenty-seven one hundred and seventy-nine square feet (1,127,179), English measure. This sector is bounded as follows: in the front, on the north-east, by the Montée Saint-Léonard, on the rear, on the south-west, partly by the said lot No. 332 and partly by the said lot No. 438; on one side, on the south-east, by the said lots Nos. 335 and 336, and on the other side, on the north-west by the said lots Nos. 436 and 437.

Condi-
tions.

Cette annexion est faite aux conditions suivantes:

1° L'aménagement du territoire annexé sera effectué conformément au plan préparé par les architectes Eliasoph et Berkowitz, portant le numéro S-102 et la date du 21 février 1963, signé par William Gregory, tel que modifié, pour sa partie résiduaire, par le retrait des mentions: "for apartment zoning" et "max. height 10 storeys", plan dont copie a été déposée au ministère des affaires municipales et au Service des Travaux publics de la cité de Montréal. Les terrains nécessaires à l'ouverture des rues indiquées sur ce plan doivent être cédés gratuitement à la cité de Montréal, libres d'hypothèques, de privilèges, de charges ou de droits réels. Toutefois la cité n'a droit à la cession gratuite ou à la valeur d'aucune autre portion de terrain situé à l'intérieur des limites indiquées par une ligne rouge au plan précité.

Si la cité de Montréal acquiert une lisière de terrain d'une largeur minimum de 20 pieds, contigüe et parallèle à la limite sud-ouest du territoire annexé et située à l'extérieur de cette limite, les propriétaires actuels du territoire annexé rembourseront à la cité le prix d'acquisition de cette lisière.

Le tracé des rues qui aboutissent sur la montée Saint-Léonard peut être modifié en fonction du tracé de la route transcanadienne.

2° Les constructions désignées par les lettres L et M et le terrain de stationnement désigné par la lettre B au plan ci-dessus doivent être conformes aux règlements de la cité de Montréal. Il en est de même pour l'aménagement et les constructions de l'espace résiduaire d'une superficie de 503,000 pieds carrés.

Such annexation is made upon the following conditions: Condi-
tions.

1. The annexed territory shall be developed in accordance with the plan prepared by Eliasoph and Berkowitz, architects, bearing number S-102 and dated the 21st of February 1963, signed by William Gregory, as altered for the remaining part thereof, by the striking out of the phrases: "for apartment zoning" and "max. height 10 storeys", a copy of which plan was deposited with the Minister of Municipal Affairs and the Public Works Department of the city of Montreal. The land required for the opening of the streets indicated on such plan must be conveyed gratuitously to the city of Montreal, clear of hypothecs, privileges, charges or real rights. Nevertheless, the city shall not be entitled to the gratuitous conveyance or to the value of any other portion of the land situated within the limits indicated by a red line on the aforesaid plan.

If the city of Montreal acquires a strip of land of a minimum width of 20 feet, contiguous and parallel to the southwest boundary of the annexed territory and situated outside such boundary, the present owners of the annexed territory shall repay to the city the purchase price of such strip.

The lay-out of streets abutting on the montée Saint-Léonard may be altered to conform to the lay-out of the Trans-Canada highway.

2. The constructions indicated by the letters L and M and the parking ground indicated by the letter B on the above plan must be in accordance with the by-laws of the city of Montreal. The same shall apply to the lay-out of and constructions on the residuary space of an area of 503,000 square feet.

Les règlements de construction et de zonage de la cité de Montréal ne s'appliquent pas à la construction ni à l'occupation des immeubles désignés à ce plan par les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, I, J et K, ni à celles du terrain de stationnement désigné par la lettre A, tant que telles construction et occupation demeurent celles indiquées à ce plan.

L'emplacement des constructions projetées, visées au présent paragraphe 2°, peut être changé avec la permission du comité exécutif de la cité de Montréal.

3° Tout plan de subdivision doit être soumis au comité exécutif et doit être conforme aux dispositions du présent article.

4° La cité de Montréal ne versera aucune indemnité par suite de cette annexion. Celle-ci éteint, quant au territoire annexé, toute servitude réelle pouvant grever les immeubles de la cité de Montréal par suite du contrat du 17 mars 1924, entre la cité et la Communauté des Sœurs de charité de la Providence, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 46021, ou de tout autre titre antérieur à l'annexion.

5° Les taxes municipales et scolaires, générales, spéciales et autres imposées par la cité de Montréal commencent à courir, quant au territoire annexé, le premier avril 1963, et la cité de Montréal est autorisée à faire à ses rôles les estimations et inscriptions nécessaires pour donner effet à la présente disposition.

Le coût du pavage de la rue située à la limite sud-ouest du territoire annexé peut être réparti, quant aux propriétaires de ce territoire, pour une largeur de 20 pieds, nonobstant toute disposition inconciliable de la charte de la cité.

6° La cité de Montréal fournira dans le territoire annexé les services d'aqueduc et d'égout conformément à ses règlements.

7° Le territoire annexé est, à compter de son annexion, soumis aux dispositions alors existantes de la charte de la cité de Montréal et de ses règlements, ordonnances, règles et actes, ainsi qu'à celles qui pourront être adoptées par la suite, sauf

The building and zoning by-laws of the city of Montreal shall not apply to the construction nor to the occupancy of the immovables indicated on such plan by the letters A, B, C, D, E, F, G, H, I, J and K, nor of the parking ground indicated by the letter A, as long as such construction and occupancy remain as indicated on such plan.

The site of the proposed constructions contemplated in this paragraph 2 may be changed with the permission of the executive committee of the city of Montreal.

3. Any subdivision plan must be submitted to the executive committee and must conform to the provisions of this section.

4. The city of Montreal shall pay no indemnity as a result of such annexation. Such annexation shall extinguish, as regards the annexed territory, every real servitude which may encumber the immovables of the city of Montreal in consequence of the contract of the 17th of March 1924, between the city and the Communauté des Sœurs de charité de la Providence, registered in the office of the registration division of Montreal under number 46021, or of any other title prior to the annexation.

5. The municipal and school taxes, the general and special taxes and others imposed by the city of Montreal, shall run with respect to the annexed territory beginning April 1st 1963, and the city of Montreal shall be authorized to make in its rolls the estimations and the entries required to give effect to this provision.

The cost of paving the street situated at the southwest limit of the annexed territory may be apportioned, as regards the proprietors of such territory, over a width of 20 feet, notwithstanding any inconsistent provision of the city charter.

6. The city of Montreal shall provide the waterworks and sewer services in the annexed territory in accordance with its by-laws.

7. The annexed territory shall be subject, as from its annexation, to the provisions then in force of the charter of the city of Montreal and of its by-laws, ordinances, regulations and acts as well as to those which may be adopted subsequently,

incompatibilité avec quelque condition ou disposition du présent article.

8° Le conseil de la cité de Montréal est autorisé à modifier, par simple résolution, les bornes, plans et limites de la cité et du quartier Mercier, selon les articles 11 et 34 de sa charte, pour les rendre conformes aux nouvelles limites.

Sera détachée du territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu et sera annexée à celui de la cité de Montréal et fera partie du quartier Mercier et du district électoral Mercier toute partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu qui sera cédée, à l'avenir, par donation, vente, louage ou autrement, pour des fins autres que celles de l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu ou de la communauté des Sœurs de Charité de la Providence. Pareille cession entraîne *ipso facto* l'annexion à la cité de Montréal sans autre formalité. Cette disposition ne s'applique pas aux servitudes consenties pour fins d'utilités publiques.

Dans le cas où un territoire annexé à la cité de Montréal en vertu de l'alinéa précédent ne serait pas contigu aux limites de celle-ci, une voie d'accès suffisante devra être cédée gratuitement à la cité.

Pour donner effet aux deux alinéas précédents, la cité de Montréal doit en faire enregistrer le texte sur les immeubles compris dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jean de Dieu.

Cet enregistrement se fait par le dépôt, au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, du texte de ces deux alinéas certifié par le greffier de la cité de Montréal, avec un avis sous la signature dudit greffier décrivant chacun des immeubles visés. Le registrateur est tenu d'accepter et d'enregistrer ces pièces et d'en faire mention à l'index aux immeubles.

Toute annexion future découlant du présent article doit être constatée dans un règlement de la cité de Montréal, contenant la description du territoire annexé et s'il y a lieu, de la voie d'accès. Ce règlement doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

except in the case of inconsistency with any condition or provision of this section.

8. The council of the city of Montreal is authorized to modify, by simple resolution, the boundaries, plans and limits of the city and of Mercier ward, in conformity with articles 11 and 34 of its charter, in order to make them consistent with the new limits.

Any part of the territory of the municipality of the parish of Saint-Jean-de-Dieu which shall be ceded, in the future, by donation, sale, lease or otherwise, for purposes other than those of the Saint-Jean-de-Dieu Hospital, or of La communauté des Sœurs de Charité de la Providence, shall be detached from the territory of the municipality of the parish of Saint-Jean-de-Dieu and annexed to that of the city of Montreal and form part of Mercier ward and of the electoral district of Mercier. Such cession *ipso facto* entails the annexation to the city of Montreal without any other formality. This provision shall not apply to servitudes granted for public utility purposes.

In the case where, under the preceding paragraph, a territory annexed to the city of Montreal is not contiguous to the limits of the latter, an adequate access road shall be ceded gratuitously to the city.

In order to give effect to the two preceding paragraphs, the city of Montreal shall cause the text thereof to be registered against the immoveables comprised within the municipality of the parish of Saint-Jean de Dieu.

Such registration shall be effected by depositing in the office of the registration division of Montreal the text of such two paragraphs certified by the city clerk, with a notice signed by the said clerk and describing each of the immoveables concerned. The registrar shall accept and register such documents and note them in the index to immoveables.

Every future annexation resulting from this section shall be evidenced in a by-law of the city of Montreal containing a description of the annexed territory and of the access road if any. Such by-law shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Vente au-
torisée.

58. La cité est autorisée à vendre à la Commission des accidents du travail de Québec l'hôpital Pasteur et ses dépendances comprenant des ruelles expropriées en 1957 et une partie de l'emprise de l'ancienne rue Moreau sur laquelle cet hôpital est construit.

58. The city is authorized to sell to the Quebec Workmens' Compensation Commission the Pasteur Hospital and its appurtenances including lanes expropriated in 1957 and a part of the site of former Moreau street on which such hospital is built.

Sale au-
thorized.

Paiement
de certai-
nes aug-
menta-
tions de
salaires.

59. Par résolution de son comité exécutif, la cité peut, à même le revenu réel de l'exercice 1962-63 estimé par le directeur des finances, payer jusqu'à concurrence de \$1,600,000. les augmentations de salaires accordées à ses employés durant le même exercice mais non prévues au budget.

59. By resolution of its executive committee, the city may, from the actual revenue of the fiscal year 1962-63 estimated by the Director of Finance, pay up to \$1,600,000 the increases in salary granted to its employees during the same fiscal year but not provided for in the budget.

Payment
of certain
salary in-
creases.

1953-54,
c. 66, s.
20, remp.

60. L'article 20 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 66 est remplacé par le suivant:

60. Section 20 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 66, is replaced by the following:

1953-54,
c. 66, s.
20, re-
placed.

Exemp-
tion de
taxes au-
torisée.

"20. La cité est autorisée à décréter, par résolution de son conseil sur rapport du comité exécutif, que les terrains et les bâtiments actuels et futurs de l'ILGWU Center Inc., sur la rue Concord, sont exemptés de la contribution foncière ordinaire et annuelle aussi longtemps qu'ils servent en entier à des fins administratives, médicales, éducatives ou culturelles, pour l'International Ladies Garment Workers Union."

"20. The city is authorized to enact, by resolution of its council upon report of the executive committee, that the actual and future lands and buildings of the ILGWU Center Inc., on Concord Street, shall be exempt from the ordinary and annual real estate tax so long as they are used entirely for administrative, medical, educational or cultural purposes, for the International Ladies Garment Workers Union."

Tax ex-
emption
author-
ized.

Entrée en
vigueur.

61. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

61. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.